
62ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Alexandre GLABASNIA, Amzina DAOUSSA DEBY,

Bastien POULIQUEN, Elina RIBEIRO DA COSTA,

Julien DEBIDOUR LAZZARINI, Lucie SCARNIERE,

Martha RAFFAELLI, Melwan ELAKAD et Sami Sudici BELHADJ-SALAH



62ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. AFRICOM et l'ambassade américaine en Libye renforcent la coopération sécuritaire
- 1.2. Après la chute du régime syrien, la Russie redéfinit sa stratégie militaire en Libye



2. Amérique

- 2.1. Le Canada rejoint les États-Unis dans le projet de bouclier antimissile nord-américain
- 2.2. Les ambitions de Trump pour le Panama perturbent la région



3. Asie

- 3.1. Israël : le dilemme du service militaire des ultra-orthodoxes
- 3.2. La Chine répond aux élévations des barrières douanières par les Etats Unis



4. Europe

- 4.1. Russie : Une intensification de la coopération civile et militaire avec la Corée du Nord
- 4.2. Négociations pour la Guerre en Ukraine : où en sont les Européens ?



5. Focus

- 5.1. Sommet mondial pour l'Action sur l'IA : et la défense dans tout cela ?





1.1. AFRICOM et l'ambassade américaine en Libye renforcent la coopération sécuritaire

Le 4 février 2025, une délégation de l'U.S. Africa Command (AFRICOM), conduite par le lieutenant-général John W. Brennan et la général de brigade Rose Keravuori, a entamé une série de rencontres en Libye, marquant une étape décisive dans le renforcement des liens sécuritaires entre les États-Unis et les autorités libyennes.

Dès leur arrivée à Tripoli, les représentants américains se sont entretenus avec des responsables du Gouvernement de l'Unité Nationale (GNU), notamment avec le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibeh et le ministre de la Défense par intérim, afin de discuter des moyens de favoriser l'unification des forces militaires libyennes.

Dans la continuité de ces discussions, la délégation a poursuivi ses échanges à Benghazi, où elle a rencontré le maréchal de terrain de l'Armée Nationale Libyenne, Khalifa Haftar, ainsi que le chef d'état-major, le lieutenant-général Saddam Haftar. Ces rencontres ont permis d'aborder les défis liés à la stabilisation du pays, à la coordination des forces et à la mise en place de programmes de formation et d'échanges techniques pour renforcer la résilience des institutions militaires.

La visite s'est achevée à Sirte, où la délégation a exploré les opportunités offertes par la commission militaire conjointe « 5+5 », visant à optimiser la coopération entre les unités tactiques. Ce volet opérationnel, combiné aux efforts de renforcement institutionnel, intervient dans un contexte où la Libye cherche à consolider sa souveraineté et à instaurer une paix durable. Ces initiatives témoignent de l'engagement commun des partenaires américains et libyens à instaurer un environnement sécuritaire propice à la stabilité et au développement en Afrique du Nord.



Par Amzina DAOUSSA DEBY

Sources:

- Asharq Al-Awsat : "US Pledges Support for Libyan Navy", 2025 ;
- Libya Observer : "US Embassy: AFRICOM Delegation Visits Libya to Bolster Military Unification", 2025 ;
- Middle East Monitor : "Libya Discusses Enhancing Military Cooperation with AFRICOM", 2025 ;
- U.S. Africa Command : "AFRICOM, U.S. Embassy Libya Discuss Security Cooperation with Libyan Leaders", 2025 ;
- U.S. Embassy Libya : "US Ambassador and AFRICOM Commander Stress Need for Military Pause and Return to Negotiations on Visit to Libya", 2020.





1.2. Après la chute du régime syrien, la Russie redéfinit sa stratégie militaire en Libye

Le 8 novembre dernier, la chute du régime syrien de Bachar al-Assad a revivifié les ambitions militaires russes en Libye.

La relocalisation du matériel militaire russe de Tartous vers la Cyrénaïque témoigne non seulement d'une volonté de compenser la perte des bases syriennes pour la Russie, mais réitère également son souhait de consolider son influence en Afrique du Nord et au Sahel.



Dès lors, après la résiliation par les nouvelles autorités syriennes du bail de 49 ans concédé à Moscou pour l'exploitation du port de Tartous, la Russie a dû opérer un transfert urgent de son matériel militaire. Les navires russes Spartan et Spartan II, sous sanctions américaines, ont alors entrepris leur repli vers la Libye, confortant par la même occasion la position du commandant Khalifa Haftar.

L'un des principaux enjeux de cette implantation reste la rénovation de la base aérienne de Maaten es-Sarra, située au sud de la Libye, à proximité du Tchad et du Soudan. Cette position géographique particulière permet alors à Moscou d'étendre son influence au Sahel, où le groupe paramilitaire Africa Corps, successeur de Wagner, témoigne d'ores et déjà de son activité. Point d'appui stratégique, la base de Maaten es-Sarra, permettrait à la Russie d'opérer au Niger, au Mali ou en République centrafricaine, régions où elle a déjà remplacé les forces françaises.

Pour l'Italie et la France, qui perçoivent cette présence comme une menace en Méditerranée, le redéploiement russe en Libye inquiète particulièrement et pose la question d'une éventuelle transformation de Benghazi ou Tobrouk, sous contrôle de l'Armée Nationale Libyenne (ANL) en point d'ancrage méditerranéen de substitution pour la Russie.

Par Martha RAFFAELLI

Sources:

- *Le Figaro* : "La Russie se tourne vers la Libye pour garder un pied en Méditerranée", 26/12/2024 ;
- *Le Monde* : "Après sa déconvenue syrienne, la Russie consolide son implantation en Libye", 11/02/2025 ;
- *BBC News Afrique* : "Y a-t-il un avenir pour Moscou dans la nouvelle Syrie ?", 15/01/2025.





2.1. Le Canada rejoint les États-Unis dans le projet de bouclier antimissile nord-américain

Le 6 février 2025, le ministre canadien de la Défense, Bill Blair, a annoncé que le Canada est prêt à se joindre aux États-Unis pour développer un bouclier antimissile inspiré du "Dôme de fer" israélien.

Ce projet, initialement proposé par le président Donald Trump, vise à renforcer la défense aérienne de l'Amérique du Nord face aux menaces potentielles constituées par les missiles balistiques, hypersoniques ou de croisière.



Le "Dôme de fer" est un système de défense aérienne développé par Israël, conçu pour intercepter et détruire les roquettes, les drones et les obus d'artillerie à courte portée, c'est-à-dire jusqu'à 70 km. Son efficacité a été largement démontrée, avec un taux d'interception d'environ 90 %, ce qui en fait une référence pour ce type de technologie.

Bill Blair a souligné que le Canada est déjà un "partenaire essentiel" dans la défense conjointe de l'Amérique du Nord, notamment à travers sa participation à l'OTAN et au NORAD, le commandement militaire conjoint chargé de la sécurité aérienne des deux pays. Il a déclaré qu'un "système intégré de défense antimissile pour l'ensemble de l'Amérique du Nord est la chose la plus logique pour tout le monde".

Cette annonce intervient dans un contexte de tensions entre le Canada et les États-Unis, notamment en raison des menaces du président Trump d'imposer des droits de douane de 25 % sur les produits canadiens. De plus, le président américain a récemment suggéré que le Canada devienne le "51^e État" des États-Unis. Le coût élevé anticipé de ce projet de bouclier antimissile a également suscité des critiques. Néanmoins, les gouvernements canadien et américain semblent déterminés à aller de l'avant avec cette initiative, considérant qu'elle renforcera la sécurité du continent nord-américain.

Par Lucie SCARNIERE

Sources:

- *The Times of Israel* : "Le Canada prêt à rejoindre le bouclier antimissile américain « Dôme de fer »", 07/02/2025 ;
- *Le Parisien* : "Le Canada prêt à rejoindre le bouclier antimissile américain « Dôme de fer »", 07/02/2025 ;
- *BBC News* : "What are Israel's Iron Dome, David's Sling, Arrow and Thaad missile defences?", 16/10/2024.





2.2. Les ambitions de Trump pour le Panama perturbent la région

Les ambitions de Trump pour le Panama perturbent la région. Le nouveau président américain s'est montré très critique envers le Panama, reprochant aux autorités locales d'avoir confié la gestion du canal de Panama à une société hongkongaise liée à la Chine. Ce canal, crucial pour le commerce maritime mondial, est stratégique pour les États-Unis. En cas de conflit avec la Chine, cette dernière pourrait tenter de le bloquer.



Trump, utilisant l'histoire à son avantage, considère que la rétrocession du canal au Panama en 1999, conformément à un accord signé en 1977 avec le président Jimmy Carter, était une erreur. Il estime également que le Panama n'a pas respecté ses engagements envers les États-Unis, justifiant ainsi une reprise du canal par les USA. Signe de l'importance du dossier pour Trump, le nouveau chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, s'est rendu pour sa première visite au Panama afin de traiter cette affaire.

Pour apaiser la situation, le Panama a accepté d'annuler le contrat avec la société hongkongaise CK Hutchison holdings, qui gérait les ports aux entrées du canal. Cependant, les tensions persistent en raison de fausses informations diffusées par les Américains, affirmant que les navires américains seraient exemptés de droits de passage dans le canal de Panama. Ces allégations ayant été immédiatement démenties par les autorités panaméennes.

En plus de cela, mercredi, le ministère chinois des Affaires étrangères a déposé une plainte auprès des États-Unis, dénonçant des propos « irresponsables » concernant le canal de Panama et des « attaques » contre la coopération sino-panaméenne. Le porte-parole du ministère a souligné que la coopération entre la Chine et le Panama dans le cadre de l'initiative Belt and Road se poursuit normalement.

Par Alexandre GLABASNIA

Sources:

- France Info : "Cinq chiffres pour comprendre pourquoi le canal de Panama intéresse autant les États-Unis", 07/02/2025 ;
- RFI : "Nouvelles routes de la soie: Panama confirme son retrait du projet chinois, la Chine le «déplore»", 07/02/2025 ;
- France 24 : "Imbroglio entre les États-Unis et le Panama autour du péage du canal par les navires américains", 06/02/2025.





3.1. Israël : le dilemme du service militaire des ultra-orthodoxes

Depuis le 7 octobre 2023, Israël est engagé dans un conflit direct contre le Hamas et le Hezbollah, entraînant la mort de 900 soldats israéliens. Un cessez-le-feu récent avec le Hamas révèle une lassitude croissante de la société israélienne face à la guerre.

Après les attaques du 7 octobre, un fort élan d'unité nationale s'est manifesté, le taux de réservistes dépassait 100% avec des volontaires et des financements venus de l'étranger. Un an plus tard, les réservistes sont épuisés, parfois désaccords avec les objectifs militaires et leurs proches subissant les conséquences économiques et psychologiques de leur absence.

Pour compenser les désertions officieuses, le gouvernement a prolongé la durée du service militaire des hommes de 32 à 36 mois en juillet 2024.

Parallèlement, en juin 2024, la Cour suprême d'Israël a supprimé l'exemption militaire de quelques milliers d'étudiants ultra-orthodoxes, communauté qui représente 13 % de la population. Cette décision a provoqué de grandes manifestations en juillet 2024. D'un autre côté, les laïcs, notamment les familles des soldats mobilisés, considèrent cette exemption comme une inégalité leur étant défavorable.

Le gouvernement, en coalition avec des partis ultra-orthodoxes, est affaibli par ces tensions. Ainsi, certains comme le Degel HaTorah menacent de quitter la coalition, alors que la population critique le prolongement du conflit. Face à la pression, notamment celle de l'ancien Ministre de la Défense Yoav Galant, le Premier ministre Netanyahu a tenté d'élargir la conscription aux ultra-orthodoxes, visant 7 000 recrues supplémentaires.

Enfin, le meilleur moyen de repousser ce dilemme très coûteux politiquement a été celui du cessez-le-feu, d'abord en novembre 2024 avec le Liban et enfin avec le Hamas en janvier 2025. Une guerre prolongée, sans objectif clair, sous pression de la communauté internationale et avec des tensions croissantes entre les ultra-orthodoxes et les laïcs auraient pu provoquer l'effondrement de la coalition.



Par Sami Sudici BELHADJ-SALAH

Sources:

- *Euronews* : "Les étudiants ultra-orthodoxes israéliens ne seront plus exemptés de service militaire", 25/06/2024 ;
- *France 24* : "Pourquoi les ultra-orthodoxes Israéliens sont-ils exemptés de service militaire ?", 23/12/2024 ;
- *Times of Israel* : "Goldknopf menace de quitter la coalition sans loi sur la conscription avant le budget", 15/10/2024.





3.2. La Chine répond aux élévations des barrières douanières par les Etats Unis

Début février 2025, l'administration de Trump a annoncé de nouvelles sanctions douanières américaines envers la Chine, seul pays visé. Les Etats-Unis justifient cette hausse de 10 % des taxes sur les produits chinois par le trafic de fentanyl, un opiacé ravageant les États-Unis.

L'application de cette taxe entraîne en conséquence la suspension temporaire des livraisons de colis en provenance de Chine et de Hong Kong, afin de mettre en place les taxes sur tous les produits, y compris les petits colis de moins de 800 dollars.



Hu Xijin, ex-rédacteur du journal Huanqiu Shibao et proche du gouvernement chinois, a affirmé que ces taxes seraient inefficaces contre la Chine, déclarant que Pékin connaît ces "stratagèmes" et s'y est déjà adapté. Il souligne la hausse des exportations chinoises vers les États-Unis, atteignant 524 milliards de dollars en 2024, preuve selon lui de la résilience économique chinoise.

Toutefois, Pékin a déclaré imposer, dès le 10 février, des droits de douane sur 14 milliards de dollars de biens américains, soit moins de 10 % des importations en provenance des États-Unis. Cette réaction mesurée vise à éviter une escalade. En effet, les exportations chinoises dépendent fortement des États-Unis. Elle a donc porté plainte auprès de l'OMC, mais l'organe d'appel étant bloqué par les États-Unis depuis 2019, l'issue reste incertaine.

D'un autre côté, le Japon s'est vu menacé de sanctions similaires mais a réussi à y échapper en renforçant ses accords commerciaux avec les Etats Unis et par la même occasion les accords militaires de défense, trouvant un allié contre la Chine. Cette guerre commerciale qui se profile isole une fois de plus la Chine contre les Etats Unis, témoignant bien de l'importance de l'économie et des systèmes financiers dans les rapports de force.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

- *Courrier International* : "Droits de douane : Pékin ne se laissera pas "dompter" par Trump", 05/02/2025 ;
- *RFI* : "La Chine sur une ligne de crête face à la politique douanière de Donald Trump", 05/02/2025 ;
- *RFI* : "États-Unis: suspension temporaire des livraisons de colis venant de Chine et de Hong-Kong", 05/02/2025 ;
- *RFI* : "La guerre commerciale de Trump va-t-elle sonner la fin de l'Organisation mondiale du commerce?", 05/02/2025.





4.1. Russie : Une intensification de la coopération civile et militaire avec la Corée du Nord

La Russie accepterait d'opérer des transferts de technologies en matière de drones à la Corée du Nord en guise d'échange au renfort des troupes nord-coréennes en Ukraine.

Alors que depuis novembre 2024, environ 3000 soldats nord-coréens sont déployés en Ukraine en soutien aux troupes russes, aboutissement d'un processus de partenariat entre les deux pays ayant auparavant conduit à fournir des armes, des missiles et des munitions à la Russie, de nombreuses spéculations ont eu lieu sur les contreparties que la Russie allait accorder à son allié.



Il fut notamment question de transferts de technologies militaires sensibles. Ces contreparties se sont déjà concrétisées depuis plusieurs mois, notamment par la livraison de missiles de défense aérienne. Alors que la première crainte occidentale est le transfert de technologies nucléaires militaires au régime de Pyongyang, la coopération semble se renforcer, cette fois-ci dans le domaine des drones.

La Russie ayant été contrainte par le cours de la guerre de s'adapter et d'améliorer rapidement les aptitudes de ses drones de combat, ce sont probablement de ces avancées rapides que la Corée du Nord profitera. L'ensemble de l'aide consentie par la Russie à ce pays viole la résolution 2397 du Conseil de sécurité de l'ONU, prenant des sanctions contre la Corée du Nord suite à ses essais nucléaires.

Parallèlement, de nombreux travailleurs nord-coréens sont envoyés en Russie, notamment pour le travail dans le BTP. Les statistiques officielles font état de 13 221 nord-coréens entrés en Russie en 2024. La Russie souffrant d'une pénurie de main d'oeuvre ouvrière depuis le début de la guerre, notamment suite à la mobilisation partielle ainsi qu'aux fuites qu'elle a engendré, ces entrées visent probablement à soulager cette pénurie.

Par Melwan ELAKAD

Sources:

- NHK Woeld : "N.Korea likely to produce drones co-developed with Russia this year, say sources", 08/02/2025 ;
- RFI : "Des milliers de travailleurs nord-coréens envoyés en Russie, en violation des sanctions de l'ONU"; 09/02/2025.





4.2 Négociations pour la Guerre en Ukraine : où en sont les Européens ?

Après avoir longtemps envisagé un délai de “24 heures” durant la campagne présidentielle américaine, l’administration Trump affirme aujourd’hui viser une résolution du conflit en Ukraine dans le cadre de ses 100 premiers jours d’exercice. Le “trio” diplomatique américain en charge est composé de : JD Vance (Vice-Président), Marco Rubio (Secrétaire d’Etat) et Pete Hegseth (Secrétaire à la défense).



Le grand enjeu concerne la place des Etats Européens et de l’Union Européenne dans le processus de négociation en cours. Interrogée en marge d’une réunion à Rome des Etats des “balkans occidentaux”, Mme Kaja Kallas (Haut Représentant de l’UE pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité) a confirmé l’exclusion d’un accord sans la présence de l’UE. Cette dernière a également mentionné le projet d’eurobond (d’emprunt commun de défense). Sans s’engager personnellement sur la question, la Commission Européenne semble résolue à avancer dans le financement des dépenses militaires européennes (l’exclusion de celles-ci du calcul de déficit excessif public étant également une possibilité). Néanmoins, il est certain que l’annonce de nouveaux droits de douane américain sur l’acier et l’aluminium (à hauteur de 25%), illustre la complexité de la relation transatlantique alors que M. Donald Trump ne semble plus différencier ses alliés de ses compétiteurs stratégiques. En outre, si l’UE souhaite scinder les différentes négociations en cours, notamment commerciales et diplomatiques, l’administration Trump à l’inverse envisage une perméabilité des domaines et une approche centrée sur des accords bilatéraux (excluant de facto l’UE, mais chose impossible en matière douanière du fait du caractère de compétence exclusive à la Commission).

Enfin, il sera pertinent d’observer l’efficacité de l’approche transactionnelle américaine des relations intergouvernementales en Ukraine. Mais il est à noter que le gouvernement de Volodymyr Zelensky semble s’y plier par la promesse d’un accès accrue aux terres rares nationales.

Par Bastien POULIQUEN

Sources:

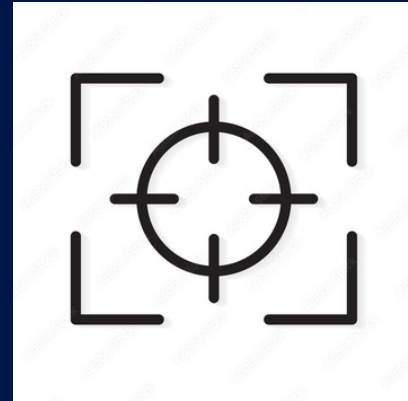
- *Corriere della Serra* : “Kallas: «Pronti a reagire ai dazi Usa, ma nessuno vince in una guerra commerciale»”, 11/02/2025 ;
- *Politico* : “Trump et Poutine surprennent l’Europe avec leur plan de paix pour l’Ukraine”, 13/02/2025 ;
- *Le Monde* : “Les Européens sonnés par le début des grandes manœuvres russo-américaines”, 13/02/2025.





5.1. Sommet mondial pour l'Action sur l'IA : et la défense dans tout cela ?

Les 10 et 11 février 2025, Paris a accueilli le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, réunissant près de 100 nations - dont les États-Unis et la Chine - pour discuter du développement et de l'utilisation sécurisée des systèmes d'IA. Co-organisé par la France et l'Inde, l'événement a mis l'accent sur les systèmes en sources ouvertes et l'énergie propre, avec pour objectif de réduire les perturbations du marché du travail et de renforcer la souveraineté dans le marché mondial de l'IA. Des dirigeants d'entreprises majeures telles qu'Alphabet, Microsoft et OpenAI étaient présents.



Un des objectifs principaux du sommet était de négocier un communiqué non contraignant sur les principes de l'IA. Cependant, les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de signer le document final, qui prônait une utilisation éthique et sécurisée de l'IA, soutenue par des puissances telles que la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Canada et le Japon. Le vice-président américain, J.D. Vance, a déclaré que l'administration Trump souhaitait une régulation minimale, privilégiant le bénéfice économique, fustigeant les « les énormes réglementations qui suppriment des contenus considérés comme de la désinformation ».

Parallèlement, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé une mobilisation de 200 milliards d'euros pour l'IA - dont 50 milliards provenant de fonds publics de l'UE et 150 milliards du secteur privé. Cette initiative vise à renforcer la position européenne dans la course à l'IA, face à la concurrence mondiale.

Concernant l'IA de défense, la place des modèles algorithmiques monte en puissance. Une alliance stratégique a été formée entre Helsing - une entreprise européenne spécialisée dans les technologies de défense basées sur l'IA - et Mistral AI - une licorne française. Ce partenariat vise à développer des modèles Vision-Language-Action (VLA) pour améliorer la collaboration entre l'humain et l'IA sur le champ de bataille, accélérant ainsi la prise de décision militaire et optimisant l'efficacité opérationnelle.

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- Ministère des Armées : "Comprendre l'IA de défense", 10/02/2025 ;
- RFI : "Intelligence artificielle de défense, le défi de la masse et de la souveraineté", 09/02/2025 ;
- Le Monde : "L'emploi de l'intelligence artificielle à des fins militaires connaît une accélération sans précédent", 10/02/2025 ;
- Les Echos : "IA : le quartier d'affaires de La Défense veut accueillir des data centers", 11/02/2025 ;
- L'opinion : "Intelligence artificielle et défense : la France restera-t-elle « souveraine » ?", 10/02/2025.



